

DJIBOUTI

Janvier 2019

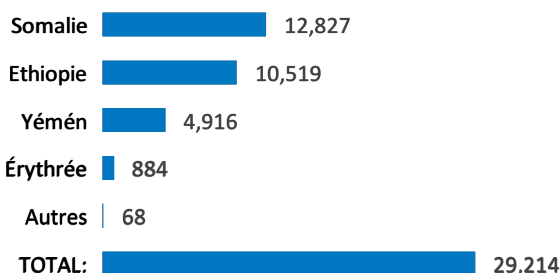
À l'aube de la nouvelle année, l'opération accélère les réalisations des activités entamées en 2018 dans le cadre du CRRF notamment en matière des moyens de subsistance et de l'éducation. De concert avec nos partenaires, nous comptons aider davantage les réfugiés à accéder à des opportunités de pouvoir

à travailler à Djibouti ou à tout autre endroit. En outre, le gouvernement a également accordé aux réfugiés le droit d'ouvrir des comptes bancaires, ce qui leur permet d'avoir une base plus solide pour l'indépendance financière en vue de leur automatisation. Les principales priorités pour 2019

continueront d'être centrées sur un meilleur accès aux droits et services fondamentaux. Nous espérons également de collaborer davantage avec le gouvernement pour le renforcement de ses capacités à répondre efficacement aux besoins et aux problèmes des réfugiés.

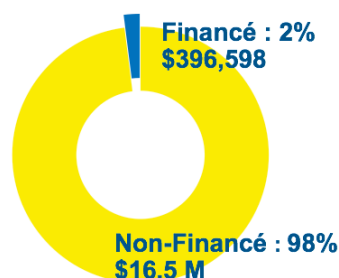
POPULATION CONCERNÉE

Réfugiés et Demandeurs d'Asile

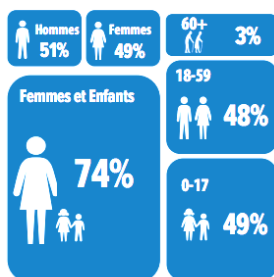


FINANCEMENT (DE JANVIER 2019)

USD \$16,9 million demandé pour Djibouti



COMPOSITION PAR AGE ET SEXE



PRÉSENCE UNHCR

Staff:

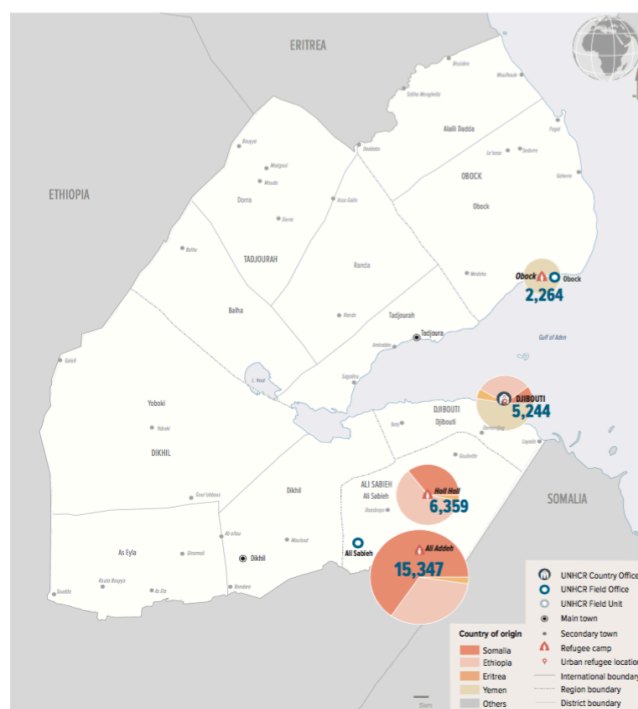
32 Staff Nationaux

15 Staff Internationaux

Bureaux:

1 Bureau de Représentation à Djibouti

2 Bureaux de Terrain à Ali Sabieh et Obock



Travailler en Partenariat

- Le HCR supervise et coordonne la réponse multisectorielle en faveur des réfugiés et demandeurs d'asile dans les villages de réfugiés de Markazi, Ali Addeh, Holl-Holl, ainsi que dans la zone urbaine (Djibouti). Une collaboration étroite est maintenue avec le gouvernement de Djibouti d'une manière générale et en particulier les autorités locales, également avec les agences sœurs des Nations Unies, les ONG internationales et nationales, et avec les leaders des communautés des réfugiés pour assurer une coordination efficace afin de répondre aux besoins des réfugiés.
- Le HCR travaille dans les sites et dans la zone urbaine avec des partenaires nationaux et internationaux; à savoir, NRC (eau, assainissement, abri, hygiène); LWF (services communautaires); ministère de l'Education (éducation et formation professionnelle) ministère de la Santé (santé/santé reproductive, VIH/SIDA et nutrition); UNFD (SGBV), ministère de l'Environnement (distribution du bois de chauffage), et ICAN (protection des enfants). Le HCR collabore également avec des partenaires opérationnels et ONGs telles que DRC, Al Rahma, et Caritas. Le bras humanitaire du gouvernement en charge des questions humanitaires y compris les personnes relevant du mandat du HCR est l'ONARS, qui est le gestionnaire des sites de réfugiés. En plus de la réponse aux réfugiés, Djibouti applique activement le Cadre global de réponse pour les réfugiés (CRRF). L'opération et ses partenaires ciblent des initiatives profitant à la fois aux réfugiés et à leurs communautés hôtes. Cela a guidé notre façon de travailler et les résultats que nous visons.
- La Banque Mondiale, dans le cadre du financement IDA 17 et IDA 18 (Association de Développement International) participe activement à l'inclusion socioéconomique des réfugiés à Djibouti. Conformément au CRRF, les objectifs de l'IDA sont d'alléger la pression économique des pays hôtes pour avoir accueilli les réfugiés et d'atteindre les objectifs de développement et humanitaires.
- Le fonds fiduciaire de l'union européenne soutient également l'approche CRRF de la réponse aux réfugiés à Djibouti, notamment dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle et des moyens de subsistance. Par ailleurs la DG-ECHO (Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes) de la Commission européenne soutiendra également le secteur éducation.
- Le HCR co-dirige le Groupe de Travail sur la Migration Mixte (MMTF) avec l'OIM afin de renforcer la coopération régionale et internationale tout en améliorant la réponse nationale pour réduire les flux migratoires irréguliers.

Activités Principales

Points Forts

- Un groupe de 14 étudiants de l'Université de New York d'Abu Dhabi a visité le site de Markazi en janvier dans le cadre de son programme « Migration et déplacements sur la mer Rouge ». Le groupe a participé à la distribution mensuelle des non vivres (NFI) et a eu un échange avec les jeunes vivants dans le site. Il s'agit de la troisième visite de NYU à Abu Dhabi. D'autres

visites comprenaient un projet photographique visant à capturer la vie en exil des réfugiés yéménites.

- En décembre, le HCR a signé un mémorandum d'accord avec la Secrétaire d'Etat Chargée des affaires sociales (SEAS). Cet accord précède la signature d'un accord tripartite avec le PAM visant à inclure les réfugiés dans le PASS (Programme d'assistance sociale de santé) qui fournirait une couverture d'assurance maladie aux réfugiés. Il s'agit d'un pas en avant significatif pour l'approche CRRF, donnant aux réfugiés un accès fondamental aux soins de santé pendant leur séjour à Djibouti.
- Fin novembre, l'ambassadeur de bonne volonté sud-coréen du HCR, Jung Woo-Sung, a rendu visite aux réfugiés yéménites installés dans la zone urbaine de Djibouti et dans le village de Markazi. L'objet principal de sa mission était d'écouter l'expérience des réfugiés afin de relayer auprès du grand public coréen, où un groupe de réfugiés yéménites d'environ 500 personnes avait récemment été confrontées à l'islamophobie et à la xénophobie.
- En novembre, l'opération a signé un accord avec la Caisse Populaire d'Épargne et de Crédit (CPEC) permettant ainsi aux réfugiés d'ouvrir des comptes et de contracter des prêts de microcrédit. Cela fait suite à l'autorisation du gouvernement pour les réfugiés d'ouvrir des comptes bancaires et constitue un pas en avant pour permettre aux réfugiés de rechercher l'indépendance financière.
- À la mi-novembre, S.E. l'ambassadrice d'Allemagne à Djibouti et l'attaché économique de l'ambassade de France se sont rendus dans le site de Markazi pour se familiariser avec les défis auxquels font face les réfugiés yéménites et aussi pour recueillir des informations sur leurs moyens de subsistance afin de les aider dans leur situation.

Protection

- À la fin de la période de référence, le Comité National d'Éligibilité (CNE) chargé de délibérer sur le statut des demandeurs d'asile s'était réuni cinq fois en 2018 et 22 cas avaient été acceptés. Trois sessions ont déjà eu lieu en 2019 où sept cas ont été acceptés.
- En janvier, une mission du HCDH a rendu visite à des réfugiés yéménites dans la capitale et dans le site de Markazi afin de mieux comprendre les questions de droits de l'homme, notamment la protection des femmes et des enfants au Yémen.
- En décembre, ICAN et le HCR ont facilité 70 évaluations de « best interest assessments » (BIA) des enfants dans les sites. L'enquête a pris en compte les facteurs environnementaux et la vie familiale des individus pour évaluer les besoins et l'intérêt des enfants. ICAN effectue également des visites à domicile régulières pour veiller à ce que les enfants vivants dans les sites soient bien nourris et approvisionnés en articles (par exemple couches, médicaments, etc.).
- À la mi-décembre, l'opération a mené l'exercice annuel AGDM (intégration de l'âge, du genre et de la diversité) dans tous les quartiers et dans les zones urbaines pour identifier les lacunes et les problèmes de protection.
- Le 3 décembre, les sites ont organisé des activités pour la Journée internationale des personnes handicapées. Les événements ont été co-organisés par LWF, qui visite régulièrement les personnes ayant des besoins spéciaux disposent et fournit du matériel dont elles ont besoin.
- Du 25 novembre au 10 décembre, l'opération a suivi la campagne des 16 jours d'activisme visant à lutter contre la violence sexiste à l'égard des femmes et des filles. UNFD, le partenaire

officiel couvrant la violence sexuelle et sexiste, a coordonné ses activités et des campagnes de sensibilisation aux questions de protection et aux droits des femmes ainsi que les enfants.

- En novembre, ICAN a lancé des campagnes interactives à l'échelle de la communauté dans les sites, axées sur la protection des enfants. Au cours de ce même mois, ICAN a également animé des sessions de formation pour les autorités locales et la police afin de renforcer leur rôle dans la protection des enfants réfugiés, en particulier ceux des sites.

Éducation

- Le ministère de l'Éducation (MENFOP) a récemment fourni des uniformes à tous les élèves fréquentant les écoles dans les sites de réfugiés et cela aide à remonter le moral des élèves et permet de se conformer aux principes de traitement des élèves réfugiés de manière identique à celui de Djiboutiens.
- Au cours de la période de référence, ICAN a continué à organiser des excursions culturelles pour les enfants. En novembre et décembre, ils ont amené deux groupes de 12 personnes à Tadjourah, où ils ont apprécié les sites et appris l'histoire de la ville côtière.

Santé

- En janvier, un groupe de professionnels coréens de l'hôpital médical Myungsung Christian basé à Addis-Abeba s'est rendu dans le site de Markazi pour une mission d'assistance médicale dans les domaines de la dentisterie et a donné des consultations générales et pédiatriques.
- L'OMS et l'UNICEF ont uni leurs forces au ministère de la Santé pour vacciner tous les enfants réfugiés de moins de cinq ans contre la rougeole et la poliomyélite.
- Début décembre, le ministère de la Santé a mené une campagne pour la Journée mondiale du sida et a facilité le dépistage du VIH / sida dans les sites.

Sécurité Alimentaire et Nutrition

- Le PAM contribue à faire en sorte que les réfugiés et les demandeurs d'asile disposent de denrées alimentaires suffisantes. Une distribution mensuelle de produits alimentaires est assurée et sa composition est comme suit : 6 kg de farine, 3 kg de riz, 1,8 kg de haricots, 0,6 kg de sucre, 0,15 kg de sel et 1 litre d'huile végétale. En outre, des subventions en espèces de 500 DJF sont accordées à chaque individu pour des fournitures supplémentaires.

L'Eau et Assainissement

- L'approvisionnement actuel en eau dans les villages des réfugiés est fait de la manière suivante : à Ali Addeh 14 litres d'eau par personne par jour ; à Holl-Holl 19 litres par personne/jour; et à Markazi 23 litres tandis que le standard est de 20 litres la norme quotidienne. Des efforts sont actuellement en cours pour rehausser la quantité dans les sites de la région du sud.
- Les activités des promoteurs de l'hygiène se poursuivent à Ali Addeh et Holl-Holl. Un comité d'hygiène et d'assainissement a été mis en place et s'est réuni en novembre pour couvrir le travail des promoteurs malgré le manque de ressources.
- Grâce au soutien d'ECHO, NRC a construit environ 90 latrines à Ali Addeh et 60 à Holl-Holl. Cependant, il est nécessaire de construire respectivement des latrines familiales pour 434 et

273 personnes supplémentaires afin de soutenir pleinement les populations de ces établissements.

Abris et NFIs

- Début novembre, le Centre King Salman, une ONG saoudienne, a officiellement inauguré et remis les clés de quelque 350 logements pour les réfugiés yéménites dans le village de Markazi. Ce don incluait également une ration alimentaire pour une période de trois mois à chaque ménage.

Auto-Suffisance

- Quelque 23 réfugiés ont reçu leur certificat en décembre après avoir participé à un programme de formation professionnelle administré par l'église protestante locale dans le domaine de la construction. Conformément aux principes du CRRF, les participants ont pu acquérir des compétences pour les préparer à la recherche de l'emploi que ce soit à Djibouti, dans leur pays d'origine ou dans d'autres pays. Ils ont également tous reçu des « start-up kits » contenant les outils et l'équipement nécessaires pour les futurs emplois ou devraient-ils choisir de créer leur propre entreprise. En janvier, trois réfugiés avaient déjà été embauchés par des entreprises locales.
- À la mi-novembre, les réfugiés des trois villages de réfugiés et ceux vivants dans les zones urbaines ont commencé une formation professionnelle avec ProClean, une entreprise de construction locale. À l'instar du programme avec l'Église protestante, cette formation alignée sur le CRRF aide les réfugiés à acquérir des compétences dans des métiers spécifiques et à être compétitifs sur le marché du travail.
- Début novembre, le personnel du HCR a participé à une formation CBI (intervention en espèces) afin de préparer l'intégration prévue du système dans son programme de travail à partir de 2019. Un groupe de travail CBI a depuis été formé avec des partenaires pour permettre au HCR de réaliser l'objectif de 2019 d'offrir ce service aux réfugiés.
- À la fin de l'année dernière, plusieurs missions sur le terrain ont été organisées afin de continuer à sensibiliser les autorités locales, la police, les partenaires et les organisations de la société civile sur la loi nationale et ses décrets relative aux réfugiés, afin qu'ils soient informés des droits et obligations des réfugiés découlant des récentes réformes juridiques en leur faveur.

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_17881

